

## Le Burundi boude la CEPGL : le nouveau Président s'isole, comme son prédécesseur

La Libre Belgique, 8 octobre 2020 Un mini-sommet par téléconférence sur la sécurité dans la sous-région des Grands Lacs a réuni mercredi les Présidents du Congo, Félix Tshisekedi, du Rwanda, Paul Kagame, de l'Ouganda, Yoweri Museveni et de l'Angola, Joao Lourenço. Evariste Ndayishimiye, le nouveau président du Burundi a refusé d'arriver au pouvoir le 18 juin après des élections irrégulières et a boudé la rencontre, disant qu'il ne pouvait pas participer.

Gitega a pourtant officiellement de bonnes relations avec la puissance invitante, Kinshasa, qui laisse l'armée burundaise et la milice du parti au pouvoir, les Imbonerakure, pénétrer au Congo pour y poursuivre des rebelles burundais. Une différence : la lutte anti-Covid Le président Ndayishimiye poursuit ainsi la politique d'auto-isolement de son prédécesseur, Pierre Nkurunziza, le 8 juin dernier, vraisemblablement du Covid, une maladie dont il assure le Burundi protégé par Dieu en raison de sa piété. C'est le seul point sur lequel, en quatre ans de pouvoir, le président Ndayishimiye a modifié la politique de son prédécesseur. Cette lutte se fait toutefois dans le regret, fin septembre, un rapport conjoint de la société civile burundaise à l'issue des 100 premiers jours de pouvoir du nouveau Président. Ce rapport indique que le changement de visage à la tête de l'État a suscité quelque amélioration chez des Burundais

; mais ils n'ont pas attendu longtemps pour déchanter. Le nouveau Président a, en effet, exclu l'opposition de la scène du pays. Il est éloigné des équilibres ethniques Hutus/Tutsis prévus par l'Accord d'Arusha qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2005)

; 300 000 morts en écartant les Tutsis du pouvoir. Une tendance d'autant plus paradoxale que le régime du CNDD-FRODEBU (parti au pouvoir depuis 2005) exige (NDLR

: maintenant) les équilibres ethniques même dans les sphères privées comme celles des ONG, alors que seul le public est concerné dans l'Accord de paix. Le nouveau Président a militarisé les institutions en nommant des officiers parfois objet de sanctions internationales à des postes clés, comme ceux de Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et des personnes accusées de crimes comme gouverneurs de province. S'agissant des droits de l'homme, leurs violations atteignent des proportions alarmantes depuis son arrivée au pouvoir du président Ndayishimiye, dit ce rapport

: du 18 juin au 25 septembre, 278 personnes ont été assassinées, dont 26 femmes et autant de mineurs

; 22 enlevés et portés disparus

; 44 torturés, 41 blessés

; 302 ont été victimes d'arrestation et de détention arbitraires. Le discours de haine contre l'ethnie tutsie continue à être toléré et entretenu par le régime, qui ne fait toujours rien pour contraindre les nombreuses exactions perpétrées par sa milice, les Imbonerakure. Quant à la corruption, elle continue sur sa lancée

: le 25 septembre, le président Ndayishimiye a dispensé lui-même et les membres du gouvernement de faire la déclaration de patrimoine exigée par la Constitution à laquelle le chef de l'État a juré fidélité

: mais la richesse de chacun doit demeurer son ultime secret, a-t-il déclaré, souligne le rapport de la société civile. Par ailleurs, pas de projet Enfin, alors que les Burundais s'attendaient à un rapprochement de M. Ndayishimiye de la communauté internationale en vue de la reprise des coopérations, il maintient le discours anti-occidental de son prédécesseur et n'a pas eu la libération des détenus politiques et l'opinion exprimée par les partenaires étrangers du Burundi. On note que le gouvernement ne se réunit qu'une fois par mois et est dépourvu de vision politique et de projet. Logiquement, ce vide aggrave la situation économique, bloquée par le manque de devises. Par Marie-France Cros.